

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 16

L'importance d'une bonne gouvernance du secteur de la sécurité pour la réalisation du Programme 2030

À PROPOS DE CE DOCUMENT D'INFORMATION SUR LA RSS

Ce document d'information sur la RSS traite de l'importance de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) pour la réalisation du Programme 2030, de ses 17 objectifs de développement durable (ODD) et de leur promesse de ne laisser personne de côté. Il se concentre sur l'ODD 16, qui appelle à des sociétés pacifiques, justes et inclusives, soulignant le rôle des institutions de sécurité et de justice pour le développement durable. Les objectifs et les principes de la R/GSS sont reflétés dans différentes cibles de l'ODD 16 et peuvent en outre être liés à d'autres ODD - par exemple, sur l'égalité entre les sexes, les villes durables et les partenariats mondiaux. Ce document d'information sur la RSS donne un aperçu de ces liens et de la mise en oeuvre nationale et locale des ODD, ainsi que du processus d'examen mondial.

CE DOCUMENT D'INFORMATION RÉPOND AUX QUESTIONS SUIVANTES :

Qu'est-ce que le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable?	2
Pourquoi une bonne GSS est-elle importante pour la réalisation du Programme 2030?	2
Quelles sont les cibles de sécurité incluses dans l'ODD 16?	3
Comment une bonne GSS contribue-t-elle à la réalisation de l'ODD 16?	3
Quel est le lien entre la bonne GSS et les autres ODD du Programme 2030?	6
Pourquoi l'appropriation locale de la R/GSS est-elle au coeur de la mise en oeuvre du Programme 2030?	6
Comment les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme 2030 sont-ils examinés?	6

À PROPOS DE CETTE SÉRIE

Les documents d'information sur la RSS fournissent une introduction concise à certaines questions liées à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et à la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Cette série résume les débats actuels, définit les termes clés et révèle les tensions centrales dans ces domaines en s'appuyant sur un large éventail d'expériences internationales. Les documents d'information sur la RSS ne cherchent pas à promouvoir des modèles, politiques ou propositions spécifiques en matière de gouvernance ou de réforme, mais proposent une liste de références additionnelles offrant aux personnes intéressées la possibilité d'approfondir leurs connaissances sur chaque sujet. Ils constituent des ressources utiles pour les acteurs de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité qui cherchent à comprendre et à appréhender de façon critique les approches actuelles en la matière.

DCAF, le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, est une fondation internationale qui a pour mission d'aider la communauté internationale à appliquer les principes de bonne gouvernance et à mettre en oeuvre la réforme du secteur de la sécurité. À cet effet, le centre élabore les normes internationales ou nationales appropriées, en assure la promotion, mène des recherches sur mesure dans le secteur politique et définit les bonnes pratiques ainsi que les recommandations pertinentes qui permettront de mettre en place une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. Sur le terrain, il apporte son soutien en donnant son avis consultatif et propose des programmes d'assistance technique à toutes les parties intéressées.

Le DCAF tient à remercier

Merle Jasper pour le contenu;
David Wilson pour l'édition en anglais;
Aleksandra Vojvodić et Bogdan Petrovic pour la traduction en français; et
Petra Gurtner pour la mise en forme et la conception de ce document.

Éditrice de la série

Gabriela Manea

© DCAF

Les documents d'information sont disponibles gratuitement à l'adresse www.dcaf.ch

Vous pouvez librement copier et distribuer ce document à condition d'en mentionner la source et de ne pas l'utiliser à des fins commerciales.

Publication à citer comme suit

DCAF – Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité. Objectif de développement durable 16 : L'importance d'une bonne gouvernance du secteur de la sécurité pour la réalisation du Programme 2030. Série d'informations sur la RSS. Genève: DCAF, 2021.

DCAF – Geneva Centre for Security Sector Governance

Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Geneva
Switzerland

+41 22 730 94 00
info@dcaf.ch
[@DCAF_Geneva](https://twitter.com/DCAF_Geneva)

www.dcaf.ch



QU'EST-CE QUE LE PROGRAMME 2030 ET SES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE?

Le Programme 2030 avec ses 17 objectifs de développement durable (ODD) a été adopté en 2015 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le Programme ne vise pas à créer des normes juridiquement contraignantes, mais cherche plutôt à faire avancer les objectifs politiques internationaux sous la forme d'un « plan d'action pour les populations, la planète et la prospérité », promettant que personne ne sera laissé de côté.

Le développement durable repose sur des piliers sociaux, environnementaux et économiques, lesquels sont tous inclus dans les ODD. Abordant les défis liés à la pauvreté, aux problèmes de santé, au changement climatique, aux inégalités, à la violence et à l'injustice, le Programme 2030 est divisé en 17 objectifs avec 169 cibles et plus de 230 indicateurs. Chaque cible comporte un ou plusieurs indicateurs pour évaluer la mesure des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme 2030. Pour adapter le Programme aux contextes nationaux et locaux, ceux-ci doivent être complétés par des indicateurs définis au niveau national.

Les ODD sont les successeurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), une campagne mondiale de 2000 à 2015 qui aspirait à lutter contre divers problèmes liés à la pauvreté. Le contenu et la conception des ODD sont le résultat d'un processus mondial étalé sur deux ans qui a compris des consultations publiques, un engagement avec la société civile et des négociations multipartites. Les petits pays ont eu une voix forte dans les débats, ce qui a conduit à la diversification des idées et des positions. Cela a marqué une amélioration significative par rapport au processus des OMD, qui a été mené par les agences des Nations Unies et les pays donateurs sans consultation suffisante. Alors que les OMD se concentraient sur les pays en développement, les ODD visent à favoriser le développement par une approche universelle, intégrée et indivisible. Une autre nouveauté du Programme 2030 est l'ODD 16, qui met l'accent sur la promotion de la paix, de la justice et d'institutions efficaces. Il comprend différentes cibles appelant à mettre fin à la violence, à promouvoir l'état de droit, à renforcer les institutions et la prise de décision inclusive, et à réduire la corruption.

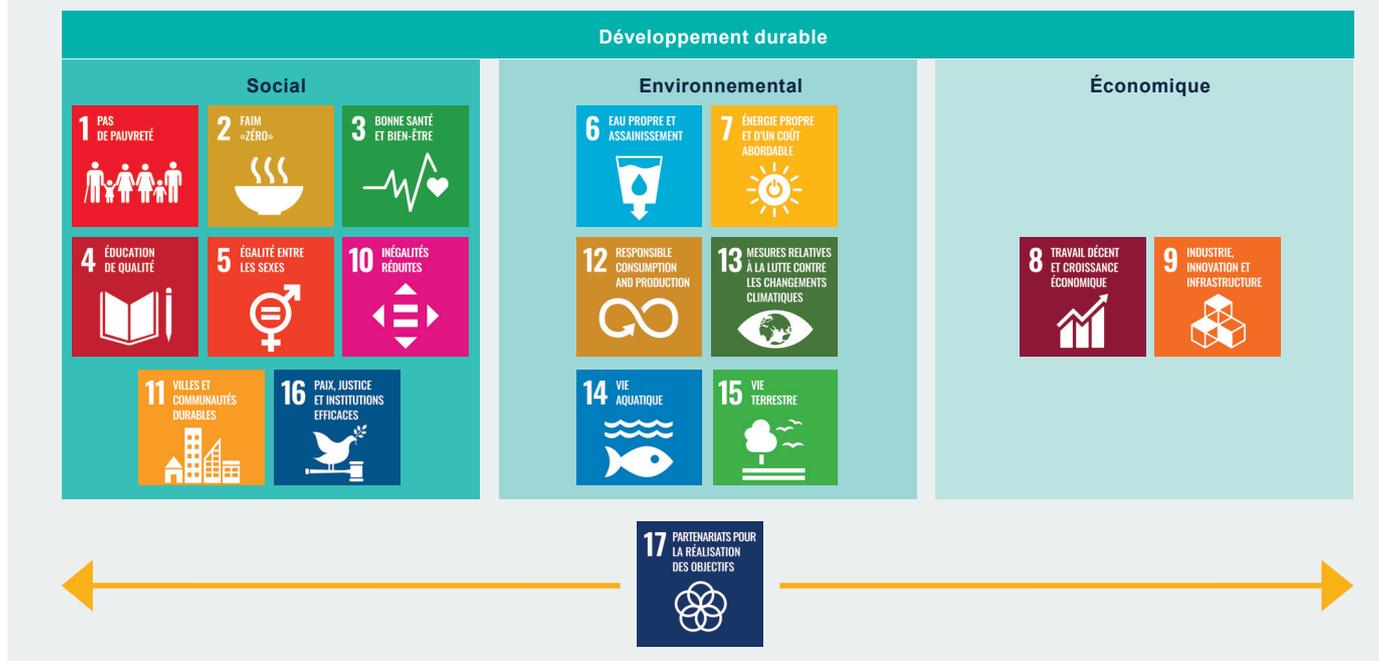


POURQUOI UNE BONNE GSS EST-ELLE IMPORTANTE POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME 2030?

Le Programme 2030 reconnaît que le développement durable va de pair avec la paix et la sécurité, et qu'il est entravé par les conflits. De même, l'absence de développement durable est un facteur clé d'inégalité, de fragilité et de conflit. Le lien entre la sécurité et le développement a été rendu explicite par l'inclusion de l'ODD 16 dans le Programme 2030.

L'ODD 16 souligne la nécessité d'institutions efficaces fondées sur le respect des droits humains, un état de droit efficace et une bonne gouvernance à tous les niveaux. C'est sans doute l'un des objectifs les plus ambitieux du Programme 2030, car il ne s'agit pas simplement d'un objectif en soi, mais aussi d'un catalyseur pour la réalisation d'autres objectifs. Toutefois, de nombreuses cibles de

FIGURE 1 DÉVELOPPEMENT DURABLE



Remarque : Les ODD sont interconnectés et certains peuvent appartenir à plusieurs piliers.

L'ODD 16 sont plutôt vagues et il existe peu d'orientation sur la façon de les mesurer et de les atteindre, en particulier dans les contextes fragiles. Une bonne GSS peut jouer un rôle déterminant pour fournir des orientations pour la réalisation de l'ODD 16 et de ses cibles. Elle définit comment les principes de bonne gouvernance s'appliquent à la prestation, la gestion et le contrôle de la sécurité publique. Les principes d'une bonne GSS sont la responsabilité, la transparence, l'état de droit, la participation, la réactivité, l'efficacité et l'efficience. L'établissement d'une bonne GSS est l'objectif de la réforme du secteur de la sécurité.

► Pour plus d'informations, veuillez consulter les documents d'information sur la RSS intitulés « La gouvernance du secteur de la sécurité » et la « La réforme du secteur de la sécurité ».

QUELLES SONT LES CIBLES DE SÉCURITÉ INCLUSES DANS L'ODD 16?

Les première et deuxième cibles de l'ODD 16 font référence au droit de chacun de vivre sa vie à l'abri de la violence et des abus, en soulignant la nécessité d'une protection spéciale des femmes et des enfants. L'atteinte de ces cibles est mesurée à l'aide de critères objectifs et fondés sur la perception. Les critères objectifs comprennent des indicateurs tels que le nombre de victimes d'homicides et de décès liés aux conflits, ainsi que la proportion de la population qui a subi des violences physiques, psychologiques et sexuelles. Les critères fondés sur la perception comprennent des facteurs tels que le sentiment de sécurité des personnes dans leur quartier.

CIBLE 16.1



CIBLE 16.2



L'ODD 16 fixe également des cibles pour lutter contre la criminalité organisée et le trafic d'armes. Ces deux questions ont un impact néfaste sur la sécurité et la stabilité d'un État, car elles menacent le monopole de l'État sur l'usage légitime de la force coercitive.

Les activités de la R/GSS contribuent à la réalisation de ces cibles avec leur objectif primordial de rendre la prestation, la gestion et le contrôle de la sécurité plus efficaces et plus responsables tout en assurant la sécurité de l'État et la sécurité humaine.

COMMENT UNE BONNE GSS CONTRIBUE-T-ELLE À LA RÉALISATION DE L'ODD 16?

L'ODD 16 comprend non seulement des cibles relatives à l'objectif d'accroître la sécurité de l'État et la sécurité humaine, mais aussi des liens importants avec les principes et les pratiques d'une bonne GSS.

Cible 16.6 : Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes

Avec l'ODD 16, le Programme 2030 reconnaît explicitement l'importance d'institutions fortes pour le développement durable. Des institutions de sécurité et de justice faibles et dysfonctionnelles perpétuent les conflits, l'injustice et les violations des droits humains qui affectent l'ensemble de la population, en particulier les personnes qui sont déjà marginalisées. Elles érodent la confiance du public et menacent la légitimité des institutions gouvernementales dans leur ensemble.

CIBLE 16.4



CIBLE 16.6



OBJECTIF 16: PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET INCLUSIVES AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, À TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES À TOUS

- **16.1** Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés
- **16.2** Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants
- **16.3** Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice
- **16.4** D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée
- **16.5** Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes
- **16.6** Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux
- **16.7** Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions
- **16.8** Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial
- **16.9** D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances
- **16.10** Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux
- **16.a** Appuyer, notamment dans le cadre de la coopération internationale, les institutions nationales chargées de renforcer, à tous les niveaux, les moyens de prévenir la violence et de lutter contre le terrorisme et la criminalité, en particulier dans les pays en développement
- **16.b** Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable

Une bonne GSS exige que le secteur de la sécurité dispose des structures, du personnel, de l'équipement et des ressources nécessaires pour répondre aux besoins légitimes de sécurité des individus et des communautés et de l'État. Les institutions pertinentes pour le secteur de la sécurité et sa gouvernance comprennent les fournisseurs de services de sécurité, tels que l'armée, la police, les services de renseignement, les autorités frontalières et les entreprises de sécurité privées, ainsi que les ministères et le système judiciaire. Une bonne GSS nécessite également des acteurs de contrôle forts, tels que les parlements, les institutions de médiation et les bureaux d'audit nationaux, ainsi que les médias et les organisations de la société civile (OSC). Pour assurer le fonctionnement des institutions, la RSS peut impliquer des réformes juridiques et structurelles, afin de correspondre aux normes et standards internationaux.

Cible 16.3 : Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice

La cible 16.3 des ODD appelle à la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international. L'état de droit est un principe de bonne gouvernance dans lequel toutes les personnes et toutes les institutions sont responsables devant des lois connues du public qui sont conformes aux normes internationales relatives aux droits humains et qui sont appliquées de manière équitable et indépendante. Une bonne GSS exige que le secteur de la sécurité soit soumis à l'état de droit.

Les institutions qui ne fonctionnent pas conformément aux lois légitimes sont sujettes à l'arbitraire et à l'abus de pouvoir, et sont moins capables de fournir des services publics à tous. Là où l'accès à la justice est limité, les conflits restent non résolus et les personnes ne peuvent pas obtenir protection et réparation. La RSS peut donc être mise en œuvre en combinaison avec des réformes de la justice et des formations pour les membres de la magistrature.

Cible 16.7 : Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation caractérisent la prise de décisions

Des institutions solides doivent être fondées sur une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative, comme le précise la cible 16.7. Afin d'être véritablement inclusives, il est important non seulement qu'un large éventail de parties prenantes y participent, mais aussi qu'on leur donne la possibilité et la capacité d'apporter des contributions significatives à la gouvernance du secteur de la sécurité.



Les parlements peuvent jouer un rôle phare dans la législation et le contrôle du secteur de la sécurité. Néanmoins, afin qu'ils remplissent cette fonction, il faut prêter attention aux groupes qui sont souvent sous-représentés, comme les femmes et les minorités ethniques et religieuses. Les efforts déployés de la R/GSS pour renforcer le rôle des parlements peuvent inclure la diffusion de connaissances sur les outils juridiques et institutionnels de contrôle et de formation des membres des comités de sécurité et de défense.

► Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'information sur la RSS intitulé « Les parlements ».



Cible 16.b : Promouvoir et appliquer des lois et des politiques non discriminatoires pour le développement durable

La prise de décision inclusive contribue également à la réalisation de l'objectif 16.b, qui appelle à la promotion et à l'application de lois et de politiques non discriminatoires. La discrimination est un terrain fertile pour les conflits sociaux et la violence. La réduction de la discrimination dans le secteur de la sécurité renforce la confiance et la légitimité du public et favorise la sécurité et la justice. L'objectif devrait être que toutes les personnes, indépendamment de leur sexe, leur âge, leur religion, leur milieu socioéconomique ou tout autre statut, se sentent représentées, qu'elles soient traitées équitablement et que leurs besoins en matière de sécurité soient pris en compte. Les activités de la R/GSS peuvent inclure un examen de la législation et des politiques existantes en matière de sécurité pour s'assurer que les lois ne sont pas discriminatoires. Les activités peuvent également impliquer une formation régulière des prestataires de services de sécurité sur l'inclusion et la non-discrimination. Des objectifs spécifiques pour parvenir à l'égalité des sexes sont fixés dans l'ODD 5.



Cible 16.a: Renforcer les institutions nationales compétentes pour prévenir la violence et lutter contre le terrorisme et la criminalité

L'un des principaux objectifs de la RSS est de prévenir les conflits violents en renforçant les capacités des institutions nationales chargées de la prestation, la gestion et le contrôle de la sécurité. L'indicateur de la cible 16.a met l'accent sur le renforcement des institutions nationales des droits de l'homme (INDH). Les INDH et les institutions de médiation peuvent jouer un rôle important dans la résolution des griefs et la responsabilisation du secteur de la sécurité, mais ils ont besoin d'indépendance, d'expertise et de ressources pertinentes pour s'acquitter de leur mandat.

► Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'information de la RSS intitulé « Les institutions de médiation des forces armées ».

Cible 16.5 : Réduire considérablement la corruption et les pots-de-vin

La corruption est un obstacle majeur à la bonne GSS, car elle sape les institutions, la prise de décision participative et l'état de droit. Elle diminue également les ressources cruciales pour le développement et érode la confiance des citoyens dans leurs gouvernements. La cible 16.5 appelle à une réduction substantielle de la corruption et des pots-de-vin sous toutes leurs formes. Cependant, pour lutter contre la corruption, il faut briser un cercle vicieux. La corruption dans le secteur de la sécurité entrave le fonctionnement efficace des acteurs, tels que les agents des forces de l'ordre et les responsables du système judiciaire, mais ces acteurs eux-mêmes jouent un rôle déterminant dans la lutte contre la corruption. La lutte contre la corruption dans le secteur de la sécurité est difficile compte tenu de la nature sensible de nombreux sujets. Par conséquent, il est nécessaire de relever des efforts nuancés et à long terme pour s'assurer que le secteur de la sécurité sert la société dans son ensemble et que le financement public est correctement comptabilisé. Ces efforts comprennent la création et le renforcement continu d'agences de lutte contre la corruption et de procédures de plainte.

Cible 16.10 : Garantir l'accès du public à l'information et protéger les libertés fondamentales

Une bonne GSS vise à garantir que les acteurs de la sécurité protègent les libertés fondamentales. La capacité des organes de contrôle à tenir le secteur de la sécurité responsable de cet objectif exige l'accès du public à l'information. Cependant, cet accès est souvent entravé par des problèmes de confidentialité liés à des questions sensibles de sécurité nationale. La publication en ligne de lois relatives à la sécurité, d'informations relatives aux inspections et de bases de données sur le système de justice pénale est une mesure qui peut accroître la transparence, la confiance du public dans les institutions et un engagement significatif de la société civile sur les questions de sécurité.

► Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'information sur la RSS intitulé « La société civile ».

En conclusion, de nombreux principes et pratiques de bonne GSS sont reflétés dans les différentes cibles de l'ODD 16. Les efforts menant à une bonne GSS jouent donc un rôle vital dans la réalisation de l'ODD 16. Cependant, comme les cibles restent vagues, ils doivent être traduits dans des contextes nationaux.



QUEL EST LE LIEN ENTRE LA BONNE GSS ET LES AUTRES ODD DU PROGRAMME 2030?

Tous les ODD sont interdépendants et ne peuvent être mis en oeuvre ou évalués de manière isolée. Cela est particulièrement vrai pour l'ODD 16. Dans l'ensemble du Programme 2030, 24 cibles et 33 indicateurs de sept autres ODD contribuent directement à la paix, à la justice et à des institutions fortes et inclusives. Ces cibles sont également appelées ODD 16+. Cela signifie que les activités de la R/GSS contribuent non seulement à la réalisation de l'ODD 16, mais aussi à divers autres ODD, comme indiqué ci-dessous.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



ODD 5. Égalité entre les sexes

L'intégration de l'égalité des sexes dans la prestation, la gestion et le contrôle de la sécurité est un élément clé d'une bonne GSS et contribue à la réalisation de l'ODD 5. Il est essentiel d'accroître le recrutement de femmes dans la police, le système judiciaire et l'armée afin de mieux représenter et servir les parties vulnérables d'une société, promouvoir l'accès à la justice et prévenir les violations des droits humains.

► Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'information sur la RSS intitulé « L'Égalité des genres et la bonne gouvernance du secteur de la sécurité ».

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



ODD 11. Villes et communautés durables

L'ODD 11 appelle à la création de villes et de communautés inclusives, sûres, résilientes et durables. Les activités de la R/GSS en milieu urbain contribuent, par exemple, à fournir un accès universel à des espaces publics sûrs et inclusifs, en particulier pour les membres vulnérables de la société.

► Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'information sur la RSS intitulé « Sûreté et sécurité urbaines ».

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



ODD 17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

Les réformes de la sécurité et de la justice nécessitent souvent des dialogues multipartites entre les représentants du gouvernement, du secteur de la sécurité, du parlement, du pouvoir judiciaire et de la société civile. L'ODD 17 appelle à de telles approches multipartites aux niveaux national et international. Tout en soulignant l'importance du respect des décisions politiques nationales, il souligne la nécessité d'une cohérence accrue des politiques, d'un renforcement des capacités internationales et d'un engagement en faveur de l'aide publique au développement pour atteindre les ODD. Les activités de la R/GSS sont souvent menées avec un large appui des acteurs internationaux, soit par le biais de l'assistance bilatérale des donateurs, soit dans le cadre d'une coopération avec des organisations multilatérales.

Par ailleurs, le discours international dans le domaine de la bonne GSS est vital pour la promotion des normes, des standards et des bonnes pratiques.

POURQUOI L'APPROPRIATION LOCALE DE LA R/GSS EST-ELLE AU COEUR DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME 2030?

Le Programme 2030 et les ODD fournissent un cadre universel, mais ils reconnaissent également que les pays diffèrent selon leurs ressources et défis respectifs. Les États sont donc appelés à élaborer leurs propres stratégies et à compléter les ODD par des indicateurs définis au niveau national. Cette approche menée par les pays, également appelée localisation des ODD, vise à prendre en considération les réalités nationales et à favoriser l'appropriation du processus de mise en oeuvre. Ce ne sont pas seulement les institutions gouvernementales qui travaillent à la mise en oeuvre des ODD, mais aussi les acteurs non étatiques, tels que les OSC, le secteur privé, les universités et les médias. Suivant le mantra de ne laisser personne de côté, le processus de mise en oeuvre nécessite une participation inclusive pour réussir. L'inclusion signifie non seulement une diversité d'acteurs, mais aussi la garantie d'avantages pour toutes les personnes, y compris les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les minorités.

Ces approches d'appropriation nationale et de participation inclusive sont également des principes centraux d'une bonne GSS. Bien que la R/GSS est fondée sur des normes internationales et bénéficie d'un soutien international, les cibles doivent être adaptées aux structures nationales et aux besoins spécifiques des individus et des communautés. Les efforts ne peuvent être durables que s'ils sont menés par des acteurs nationaux et locaux et s'ils deviennent une priorité politique, dans le cadre de réformes institutionnelles plus larges.

Malgré une large reconnaissance de la nécessité d'un développement durable, les États sont confrontés à divers défis dans le processus de mise en oeuvre, tels que l'instabilité, les lacunes structurelles et politiques et le manque de savoir-faire et de ressources suffisants. En outre, de nombreux États ont du mal à contrôler la capacité statistique de suivre tous les indicateurs des ODD.

COMMENT LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME 2030 SONT-ILS EXAMINÉS?

Chaque année, les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme 2030 sont discutés lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) à New York sous les auspices du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Dans le cadre de ce processus, les États sont encouragés à mener des examens réguliers et inclusifs de leurs progrès nationaux et infranationaux dans la réalisation des ODD. Compte tenu du rôle central de l'ODD 16 dans la réalisation du Programme 2030, il est essentiel que ces examens incluent des efforts nationaux pour promouvoir la paix, la justice et des institutions efficaces. Les États peuvent se porter volontaires pour présenter les résultats de ces examens nationaux volontaires (ENV) au FPHN. Chaque année, les États profitent de cette occasion pour partager leurs réussites, et parfois leurs défis, dans le but d'accélérer la mise en oeuvre des ODD à l'échelle mondiale.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

Sur le Programme 2030 et l'ODD 16:

- Assemblée Générale des Nations Unies
Transformer notre monde : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (A/RES/70/1)
Nations Unies, le 21 octobre 2015..
- DCAF
Page d'accueil du projet ODD 16
Documents, publications et vidéos, disponibles à l'adresse: www.dcaf.ch/sdg16
- Geoff Burt
Security Sector Reform, Legitimate Politics and SDG-16
SSR 2.0 Brief No. 5. Kitchener, ON: Centre for Security Governance, 2016.

Sur l'ODD 16+:

- Global Alliance for Reporting Progress on Peaceful, Just and Inclusive Societies
Enabling the Implementation of the 2030 Agenda through SDG-16+: Anchoring Peace, Justice and Inclusion
New York: Nations Unies, 2019.
- Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies
The Roadmap For Peaceful, Just And Inclusive Societies – A Call to Action to Change our World
New York: Center on International Cooperation, 2019.

Sur le lien sécurité-développement dans R/GSS:

- Oya Dursun-Özkanca
The Nexus Between Security Sector Governance/ Reform and Sustainable Development Goal 16: An Examination of Conceptual Linkages and Policy Recommendations
SSR Paper 20. Genève: DCAF, 2021.
- Albrecht Schnabel et Vanessa Farr (eds.)
Back to the Roots: Security Sector Reform and Development
DCAF. Münster: Lit Verlag, 2012.

Sur l'égalité entre les sexes:

- Anna-Lena Schluchter, Lorraine A. Serrano et Megan Bastick
Les objectifs de développement durable, le secteur de la sécurité et l'égalité des genres
dans Boîte à outils Genre et sécurité, édité par Megan Bastick et Kristin Valasek. Genève: DCAF, UN Women et OSCE/ODIHR, 2019..

Sur les acteurs du contrôle du secteur de la sécurité:

- Benjamin S. Buckland et William McDermott
Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook
Genève: DCAF, 2012.
- Hans Born et Marc Bentinck
Parliamentary Oversight of the Security Sector
Bruxelles : Parlement européen-OPPD, 2013.
- Eden Cole, Kerstin Eppert et Katrin Kinzelbach (eds.)
Contrôle Public du Secteur de la Sécurité: Guide pratique pour les organisations de la société civile
DCAF – PNUD, 2008.

Sur l'état de droit et la RSS:

- Christoph Bleiker et Marc Krupanski
The Rule of Law and Security Sector Reform: Conceptualising a Complex Relationship
SSR Paper 5. Genève: DCAF, 2012.

Sur la sécurité urbaine:

- Robert Muggah et John de Boer
Security Sector Reform and Citizen Security: Experiences from Urban Latin America in Global Perspective
Londres: Ubiquity Press, 2019.

AUTRES RESSOURCES DU DCAF

DCAF publie une grande variété d'outils, de manuels et de conseils sur tous les aspects de la RSS et de la bonne GSS - dont beaucoup sont proposés dans des langues autres que l'anglais - disponibles gratuitement en téléchargement à l'adresse suivante: www.dcaf.ch

Le site Web de la communauté de pratique DCAF-ISSAT met à la disposition des praticiens de la RSS une gamme de ressources d'apprentissage en ligne dans <http://issat.dcaf.ch>

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

**DCAF - Geneva Centre for Security
Sector Governance**

**Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Geneva
Switzerland**

 **+41 22 730 94 00**

 **info@dcaf.ch**

 **@DCAF_Geneva**

www.dcaf.ch